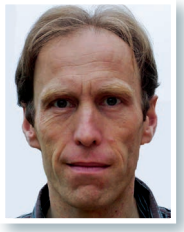
Nos collègues ont besoin de continuité



En cette année scolaire aux enjeux particulièrement cruciaux pour l'École, le Café pédagogique a souhaité mettre en lumière les associations enseignantes, leur engagement et leurs projets. Pour le quatrième volet de cette série, nous donnons la parole à l'une des plus anciennes d'entre elles, l'UdPPC (Union des professeurs de physique et de chimie), créée en 1906. Farouchement attachée au caractère expérimental de la discipline, l'association réclame du temps, du temps pour les élèves, du temps pour les enseignant·es : « Notre première demande serait d'arrêter de toujours tout changer, et de finir ce qui a été commencé ». Elle rappelle que c'est « entre pairs, horizontalement, et pas seulement par voie de circulaire », que se construit l'expertise pédagogique, et qu'il est urgent « qu'on fasse confiance aux professeurs ». Philippe Goutverg, président de l'UdPPC, répond aux questions du Café pédagogique.

Dans quel contexte l'UdPPC est-elle née ?

L'UdPPC est l'une des plus anciennes associations de professeurs spécialistes française. À la fin du XIXe siècle, les besoins pour la société de jeunes aptes au travail technique et scientifique entérine la nécessité d'un enseignement scientifique au même rang que les humanités classiques. La réforme de 1902 introduit pour les sciences physiques le travail pratique associé à la méthode expérimentale et inductive. Cela implique un bouleversement des méthodes pédagogiques et la création de laboratoires de sciences au sein des établissements d'enseignement. Un groupe de professeurs de sciences physiques et naturelles crée alors en 1906 l'Union des Physiciens (UdP) afin de réfléchir et partager des ressources. Il fallait, avec un budget réduit, inventer et fabriquer des dispositifs expérimentaux didactisés, imaginer des activités diverses et les évaluer. Dès l'année suivante, elle se dote d'un bulletin : le premier numéro du Bulletin de l'Union des Physiciens (BUP) sort en 1907, et il n'a plus cessé de paraître.

Comment l'association a-t-elle évolué depuis cette création ?

Au cours du XXe siècle, devant les multiples batailles entre partisans d'un retour aux sources classiques et ceux préconisant un enseignement moderne, l'association, dont le nom a été changé en 2003 pour l'Union des professeurs de physique et de chimie (UdPPC), s'est consacrée de plus en plus à la défense des sciences expérimentales, ce qu'elle ne cesse de promouvoir aujourd'hui.

Une première évolution notable fut l'organisation à Paris des premières Journées nationales en 1948, devenu congrès national par la suite, et qui regroupe toujours chaque année plusieurs centaines de professeurs dans une ville différente (cette année à Bastia).

Il y eut également la mise en valeur des voies technologiques avec des ressources dédiées, et bien sûr les multiples mutations vers le numérique (le site Internet, *Le Bup* [Bulletin physique-chimie], les réseaux et autres listes de diffusion).

Quel·les sont aujourd'hui les objectifs et priorités de l'UdPPC ?

L'UdPPC est une association loi 1901, apolitique et non syndicale, qui repose sur le bénévolat. Nous comptons plusieurs milliers d'adhérents, du collège au post-baccalauréat, en métropole, en outre-mer.

Les principes fondateurs tiennent en une phrase, et nos statuts les reprennent toujours : étudier et améliorer les conditions de l'enseignement de la physique et de la chimie, rassembler et diffuser les informations d'ordre pédagogique et technique qui s'y rapportent. On y lit une certaine idée de l'expertise pédagogique, qui appartient d'abord à ceux qui enseignent et se construit entre pairs, horizontalement, et pas seulement par voie de circulaire. On y lit aussi un attachement au caractère expérimental de la discipline : défendre la physique-chimie, c'est défendre la manipulation faite par l'élève lui-même.

Nos priorités actuelles :

- La première, et la plus importante, c'est la place de l'expérimental : équipements, salles, personnels de laboratoire, effectifs restreints, formation à la manipulation.
- Viennent ensuite les programmes, avec la densité du cycle terminal et la cohérence de la continuité école-collège-lycée-supérieur.
- L'attractivité du métier et la formation nous préoccupent tout autant. La crise de recrutement met devant les classes des collègues dont la formation disciplinaire et didactique est insuffisante.
- Reste la question du genre : les filles restent sous-représentées dans nos spécialités, et nous y travaillons.

Par rapport à un syndicat enseignant, quels rôles joue une association disciplinaire ?

Un syndicat porte les conditions d'exercice du métier : salaires, carrières, mutations, statuts, temps de service, et cela pour toutes les disciplines. Nous portons le contenu du métier : ce qu'on enseigne, comment, avec quoi. Il n'y a pas de concurrence là-dedans, plutôt une complémentarité.

Ce que nous faisons et qu'un syndicat ne fait pas :

- Produire des ressources disciplinaires. *Le Bup*, ce sont des articles écrits par des enseignants pour des enseignants : mises au point scientifiques, séquences testées en classe, montages expérimentaux, réflexions didactiques, notes historiques. Rien n'y descend d'en haut. Un collègue met au point une manipulation, la partage, et elle peut alors inspirer d'autres enseignants.
- Assurer la formation entre pairs. Le congrès annuel, les journées académiques, les ateliers relèvent d'une formation continue choisie, à laquelle on vient par envie. Au

moment où la formation institutionnelle se réduit et se contraint, cela pèse.

- Faire le lien avec la recherche et le monde scientifique. Nous travaillons avec les sociétés savantes, les universités, les laboratoires. Un professeur de lycée qui écoute une conférence sur les ondes gravitationnelles ou sur la chimie durable en retire toujours des éléments enrichissants qui profiteront à ses élèves.
- Porter l'expertise disciplinaire dans le débat. Quand un projet de programme arrive, la question « ce chapitre est-il enseignable en six heures avec des élèves de terminale ? » n'est ni syndicale ni administrative. Elle est disciplinaire.
- Défendre la discipline elle-même, sa place, ses horaires, ses moyens.

Dans quelle mesure peut-elle aussi être force de contestation et/ou de proposition ?

Nous sommes d'abord force de proposition. Le Conseil supérieur des programmes ou la Direction générale de l'enseignement scolaire DGESCO) nous reçoivent et consultent pendant les travaux d'écriture des programmes. Nous rencontrons régulièrement l'Inspection générale. Depuis la réforme, nous avons pris part à toutes les consultations sur les programmes de lycée. Nous réalisons également des enquêtes auprès de nos adhérents : quand la plupart des collègues répondent qu'ils ne peuvent pas terminer sereinement un programme, ce n'est pas une impression mais une donnée à prendre en compte. Nous rédigeons des contributions, des propositions de réécriture, des alternatives argumentées.

Mais nous ne nous interdisons pas, par ailleurs d'être force de contestation, et notre histoire le montre. Nous avons appelé à la grève lorsqu'un ministre envisageait de rendre la physique-chimie facultative en seconde. Nous produisons des lettres ouvertes, nous nous associons régulièrement aux prises de position publiques et aux communiqués avec d'autres associations de spécialistes…

Notre difficulté, disons-le franchement, est que les consultations restent souvent formelles. On nous reçoit, on nous écoute poliment, on nous remercie, mais les textes sortent inchangés, ou très peu. Notre force n'est pas institutionnelle, elle tient à l'expertise et au terrain. Quand nous mentionnons ce qui se passe en classe, nous ne le supposons pas : nous le savons, parce que nous y sommes tous.

Quelques mots justement des programmes actuels dans votre discipline ?

Ils ne sont pas mauvais, ils nous plaisent, mais ils sont irréalisables, et la nuance est essentielle.

Sur le fond, les programmes de lycée issus de la réforme portent des choix que nous partageons largement : l'accent mis sur la modélisation, sur la démarche scientifique, sur le lien entre la modélisation et le réel. Le préambule du programme de terminale, par exemple, est très intéressant. Mais le contenu des savoirs rend son préambule impossible à appliquer. On ne peut pas à la fois demander la modélisation, l'investigation, le temps long du raisonnement, et imposer un inventaire de capacités exigibles qui déborde très largement le temps disponible.

Trois critiques ressortent :

- *La densité du cycle terminal :* le programme de terminale est calibré pour un nombre de semaines qui n'existe pas, une fois retirés les jours fériés, les épreuves, la préparation au Grand oral, l'orientation. Il nécessite d'être réécrit pour un volume horaire sincère.
- *Le collège :* un horaire faible, des effectifs qui nuisent à la manipulation, la disparition des groupes à effectifs restreints, des laboratoires rénovés sans paillasses et des professeurs isolés. La physique-chimie au collège est en train de devenir une discipline où l'on pratique de moins en moins, et c'est là que se perdent certaines vocations, des filles en particulier.
- *Les ruptures de continuité :* entre la seconde et la première, entre la terminale et le supérieur, les marches sont hautes.

Les associations, bien que disciplinaires, ont des combats communs, et l'unité peut faire la force. Comment travaillez-vous et coopérez-vous les unes avec les autres ?

Beaucoup plus qu'on ne le croit, parce que les menaces sont communes.

Nous travaillons régulièrement avec les autres associations disciplinaires, l'APMEP[1] pour les mathématiques, l'APBG[2] pour les sciences de la vie et de la Terre, les associations de professeurs de technologie, entre autres. Cette coopération prend plusieurs formes : prises de position et courriers communs quand un sujet nous dépasse tous (la formation initiale, la place des disciplines, la réforme du lycée, l'évaluation), interventions conjointes auprès du ministère, participation croisée à nos congrès respectifs, réflexions pédagogiques autour des innovations.

Nous avons aussi une coopération d'un autre type, verticale celle-là, avec les sociétés savantes : la Société française de physique (SFP) et la Société chimique de France (SCF) en premier lieu, avec qui nous partageons une histoire et des projets, notamment les Olympiades. Et avec les collègues du supérieur, qui sont adhérents chez nous.

L'unité fait la force, c'est vrai, mais elle a ses limites qu'il faut nommer : le jour où l'on répartit les heures, chaque discipline défend les siennes. Le vrai enjeu n'est donc pas de faire front sur les horaires, il est de porter ensemble ce qui nous est commun : la reconnaissance de l'expertise disciplinaire des enseignants, la défense de la formation continue, l'exigence d'être consultés en amont. Sur les mathématiques et les sciences en particulier, un travail interdisciplinaire est bien évidemment indispensable.

Face à la désaffection qui semble grandissante des jeunes générations d'enseignant·es à l'égard des associations disciplinaires, qu'auriez-vous envie de leur dire ?

Elle est compréhensible. Un enseignant qui débute aujourd'hui arrive dans un

(1) Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public.

(2) Association des professeurs de biologie et de géologie.

métier plus difficile qu'avant, souvent loin de chez lui, parfois sur plusieurs établissements. Payer une cotisation et donner du temps bénévole à une association, quand on court déjà, ce n'est pas une évidence.

Les blogs, les réseaux, l'intelligence artificielle donnent accès à un nombre de ressources clé en main incommensurables, mais ils ne remplacent pas une vraie expertise et une réflexion approfondie. Les articles qui paraissent dans *Le Bup* ont été relus et vérifiés, ils sont le fruit d'une véritable démarche globale d'appropriation des problématiques de notre métier.

Cependant, nous avons notre part de responsabilité. Nos modes de fonctionnement, nos réunions, notre culture associative sont parfois datés. Nous devons nous rendre plus lisibles, plus accessibles, plus présents là où les jeunes collègues échangent réellement.

Dans les faits, nous apportons trois suppléments : la rencontre, la mémoire et la voix :

- La rencontre, ce sont les échanges réels au cours des journées de formation que l'on organise dans les académies et au niveau national.
- La mémoire, c'est cent vingt ans de réflexion accumulée sur l'enseignement de notre discipline. Quand vous cherchez comment faire comprendre l'équilibre chimique, il y a de fortes chances qu'un collègue ait écrit là-dessus quelque chose de remarquable en 1987, et que ce soit toujours vrai. Un fil de discussion s'efface en trois jours ; une revue reste.
- La voix, c'est le fait qu'un post individuel, aussi juste soit-il, n'entre pas dans une salle de réunion au ministère. Une association, oui. Quand nous écrivons au ministre, ce n'est pas un professeur qui parle, ce sont plusieurs centaines.

Ce qu'on peut dire : ne venez pas par devoir, mais adhérez car ça vous servira. Assistez à un congrès, une journée académique… Vous pourrez discuter avec des gens qui font le même métier que vous à l'autre bout de la France. Et si cela ne vous convient pas, dites-le-nous, nous avons aussi besoin qu'on nous bouscule…

Alors que se profile une année aux enjeux essentiels, notamment pour l'École, comment envisagez-vous cette rentrée scolaire ?

La succession des ministres, la brièveté des mandats, l'incertitude budgétaire produisent un effet ravageur sur le terrain : chaque équipe se met en mouvement sur une réforme, et découvre plus tard que la suivante l'annule. Nos collègues ont besoin de continuité. Notre première demande serait d'arrêter de toujours tout changer, et de finir ce qui a été commencé.

De nouveaux programmes de sciences du premier degré et du collège vont entrer

en application par étapes, il faudra qu'ils soient accompagnés de vrais moyens si l'on veut contrer les inégalités mises à jour par le programme PISA[3].

Nous attendons enfin une réécriture des programmes du cycle terminal.

Nous avons une exigence : qu'on fasse confiance aux professeurs.

Nos élèves aiment toujours voir une solution changer de couleur, un objet avec un mouvement inattendu… Cet émerveillement-là est intact. Notre travail est de faire en sorte que l'institution nous laisse le temps de le susciter et d'en tirer parti dans un double but : former les scientifiques indispensables pour répondre aux transitions de demain et donner aux jeunes les armes intellectuelles pour se forger une opinion raisonnable et raisonnée dans un monde toujours plus complexe.

Propos recueillis par ***Claire Berest***
Le café pédagogique

(3) ***NDLR :*** Voir l'article du Café pédagogique, «Revue d'une presse autour de l'enquête PISA 2025», *Bull. Un. Prof. Phys. Chim.*, vol. 120, n° 1087, p. 841-862, octobre 2026.